

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS

15 boulevard du chateau
bp 25
42210 Montrond-Les-Bains

Références : UID4243-MEA-025-0004
Code AIOT : 0006101201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté La Garenne Les Gravières 42110 Feurs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- La Garenne Les Gravières 42110 Feurs
- Code AIOT : 0006101201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CARRIERES THOMAS possède une activité d'extraction sur la commune de FEURS (42) depuis plusieurs décennies. Par Arrêté préfectoral d'Autorisation du 15 novembre 2018, l'exploitation aux

lieux-dits « La Garenne » et « La Ronzière » est prolongée et étendue pour une durée de 25 ans et une surface de 229 800 m².

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Qualité des déchets inertes admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.2	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.3	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.2.4	Sans objet
4	Conditions de Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.1	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.1	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.4	Sans objet
7	Bruit et vibrations	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.2	Sans objet
8	Remblais	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la gravière se déroule conformément aux conditions définies dans l'arrêté d'autorisation. Le réaménagement de la partie en renouvellement est terminé et l'exploitant souhaite déposer un dossier de récolement pour sortir cette partie du périmètre ICPE dans les prochaines années. L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des remblais et il doit fournir sous 2 mois des éléments explicitant cette procédure et permettant de garantir le caractère inerte des futurs matériaux remblayés. Des axes d'améliorations sont également proposés sur les rapports d'analyse des eaux. Le site est globalement très bien tenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.2
Thème(s) : Autre, Respect des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 71.2.1. Déboisement, Défrichement et décapage des terrains Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est interdit en dehors de la période allant de fin octobre et début mars. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément, dans l'emprise de la carrière, et réutilisés pour la remise en état des lieux. Les terres végétales et les stériles sont conservés intégralement pour la remise en état. L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes. Article 71.2.2. Extraction Les extractions en nappe alluviale dans le lit majeur du fleuve Loire ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles. Aucune extraction ne doit être réalisée en-dessous de la cote NGF 325 pour la partie en renouvellement, et de la cote NGF 336 pour la partie en extension. En tout état de cause, l'extraction sera limitée en profondeur à la cote du substratum qui ne sera en aucun cas affecté par les travaux. Article 71.2,3 Mode d'exploitation Le mode d'exploitation est le suivant : 1) Décapage de la terre végétale (découverte) et des stériles d'exploitation et stockage temporaire sous forme de merlon en périphérie du site sur une hauteur maximale de 2 mètres. 2) Extraction en eau à la pelle hydraulique. 3) Transfert des matériaux jusqu'au site de traitement par engins routiers
Constats : L'inspection a pu constater que l'exploitation se faisait bien selon les conditions fixées dans l'AP : <ul style="list-style-type: none">• le décapage est réduit au strict nécessaire en fonction de l'avancement de l'exploitation, et les terres végétales sont stockées séparément ;• le substratum n'est pas affecté par l'exploitation ;• il n'y a pas de rabattage de nappe ;• l'exploitation ne fait pas obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ;• l'exploitation (terminée) sur la partie renouvellement n'est pas descendue sous la cote NGF 325 et celle sur l'extension est au-dessus de 336 NGF ;• L'exploitation de la partie renouvellement vient de débuter et elle s'effectue selon les modalités prescrites dans l'APA. Le site comprend un nombre important de pieds d'Ambroisie à feuilles d'Armoises, notamment sur la partie restant à exploiter. L'exploitant assure un suivi annuel de la population d'Ambroisie sur les 2 secteurs de l'autorisation et réalise tous les ans un fauchage mécanique des pieds identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.3
Thème(s) : Autre, Registres et Plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayonde 50 mètres, avec un repérage par rapport au cadastre,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau,• les cotes d'altitude des points significatifs, hors d'eau et sous eau,• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant,• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes..), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan d'exploitation en date du 03/01/2024 a été transmis lors de l'inspection ; les différents points de la prescription sont respectés, mis à part l'absence des côtes de points significatifs sous eau. Le piézomètre 1 n'apparaît pas sur le plan d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ajouter les côtes de quelques points significatifs sous l'eau pour les plans d'eau de la partie renouvellement ainsi que la localisation du PZ1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.2.4
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation est décrit sur le plan joint en annexe au présent arrêté (Plan de phasage général). L'exploitation est menée en 5 phases successives de cinq années chacune avec un réaménagement progressif coordonné à l'avancement de l'exploitation. L'exploitation de la phase « n+2 » ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.
Constats : L'exploitation est en accord avec le phasage anticipé ; elle est terminée sur la partie "renouvellement" et vient de débiter sur la partie "extension".

La remise en état est terminée sur la partie en renouvellement, avec la création d'un second plan d'eau comme prévu dans le dossier d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.1

Thème(s) : Autre, Conditions de remise en état

Prescription contrôlée :

L'objectif principal de la remise en état est de restituer un terrain à vocation agricole sur la totalité de la surface autorisée en extension et d'étendre le plan d'eau existant à vocation de zone naturelle, conformément aux documents joints en annexe au présent arrêté (plan de remise en état, coupes de principe de la remise en état, coupes du site remis en état). La remise en état sera coordonnée à l'avancement de l'extraction de matériaux , conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande.

Constats :

L'extension du plan d'eau existant a bien été réalisée, l'exploitant souhaite déposer prochainement un dossier pour le récolement de cette partie en eau, dans lequel il justifiera que ce réaménagement s'est bien effectué dans les conditions prévues dans le dossier de demande.

Lors de la visite il a été constaté que le plan d'eau étendu possédait bien des eaux-fonds, que les berges étaient enherbées, qu'une digue a été créée pour séparer le plan d'eau en deux parties.

Sur la partie extension seule une petite surface a été réaménagée (avec des matériaux inertes) car l'exploitation vient tout juste de débuter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés hors site. En cas de ravitaillement sur site, l'exploitant met en place un dispositif mobile de collecte des égouttures de type bac étanche.

Aucun stockage de produits polluants n'est réalisé sur site.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine

d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée.
L'exploitant rédige une consigne sur la conduite à tenir du personnel en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette consigne lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette consigne sont périodiquement organisés par l'exploitant.
Constats : Le ravitaillement des engins se fait à partir d'une cuve double peau sur un pick-up, les dépôts de carburants sont situés sur le site de Montrond-les-bains, il n'y a pas de stockage sur site. L'opérateur déploie un bac amovible lors de chaque ravitaillement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi (permettant à la fois la mesure de niveau et le prélèvement pour l'analyse) comportant à minima 2 ouvrages amont et 2 ouvrages aval. Les emplacements choisis pour ces ouvrages doivent être pérennes. [...] La surveillance comprend : > chaque trimestre, une mesure du niveau d'eau dans les piézomètres ainsi qu'une mesure du niveau d'eau dans le plan d'eau, > chaque semestre, une mesure de l'ensemble des paramètres suivants, une mesure en période de hautes et une mesure en période de basses eaux : <ul style="list-style-type: none"> • Mesure du niveau d'eau • pH, oxygène dissous, conductivité, température, • Sulfates (SO4), Fer total (Fe), Manganèse(Mn) et Aluminium (Al) • Chlorures, Fluorures et Indice Phénol • Demande chimique en oxygène (DCO), Matières en suspension (MES) et Carbone organique total (COT), • BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène) • Métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn) • COHV • Hydrocarbures totaux • PCB, HAP • Nitrates
Constats : L'exploitant transmet chaque semestre les rapports d'analyses sur les piézomètres et dans le plan

d'eau. Il a pu présenter lors de l'inspection le dernier rapport en date du 26/07/2024.

Les relevés piézométriques sont indiqués tous les semestres, et non trimestriellement comme prescrit dans l'arrêté d'autorisation dans les rapports transmis. Cependant ils sont bien effectués de façon trimestrielle en interne. L'exploitant présente bien l'évolution du niveau d'eau sur le début de l'exploitation pour l'ensemble des piézomètres.

Il est à noter qu'une seule mesure a été réalisée en 2022, et que le PZ3 n'a pas pu donner de mesures sur certains relevés, mais de façon générale les relevés sont réguliers. Le niveau de la nappe est globalement constant mais a subi de fortes variations lors des dernières mesures en lien avec la sécheresse de 2023 (écart de 3 mètres entre 2023 et 2024 pour PZ5).

Les mesures du niveau d'eau dans les plans d'eaux ne sont en revanche pas présentées dans le rapport.

L'analyse des paramètres prescrits dans l'AP n'a pu être effectuée que sur les piézomètres PZ1, PZ2 et PZ4. La mesure précédente n'avait pu être réalisée que sur PZ1 et PZ4. Les analyses effectuées sur les piézomètres actifs présentent peu d'évolution comparé à l'année 2023 sur les paramètres cités dans la prescription. Aucune valeur anormale n'est à signaler, pour les piézomètres et les bassins. La notion d'amont et d'aval n'est pas évoquée dans le rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochains rapports d'analyse des eaux de la nappe pourront être améliorés par un rappel du sens d'écoulement de la nappe permettant de définir la notion d'amont et d'aval et ainsi déterminer l'impact ou l'absence d'impact de l'exploitation sur les différents paramètres mesurés ; un graphique présentant l'évolution des paramètres étudiés dans le temps pour chaque piézomètre et bassin mesuré (similaire à ce qui est fait pour la hauteur d'eau) permettrait également de clarifier la lecture de ces rapports.

Enfin les mesures d'eaux trimestrielles dans les 2 bassins doivent être présentées, de la même façon que pour les piézomètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit		
Prescription contrôlée :		
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)
Constats :		
Les derniers rapports de mesures acoustique ont bien été transmis à l'inspection ; le dernier date du 30/03/2022, les mesures ont été faites par le bureau d'étude ORFEA. Les valeurs de bruit ambiant et d'émergence sont largement inférieures aux limites réglementaires.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de remblais avec des matériaux extérieurs
Prescription contrôlée : <u>Procédure d'acceptation préalable</u> : En cas de présomption de contamination des déchets, et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis dans l'annexe jointe au présent arrêté (Critères d'admission) et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis dans cette annexe (Critères d'admission) peuvent être admis. <u>Contrôles d'admission</u> : Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable susvisée. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents même en faibles quantités, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m ² . Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages, métaux...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées. [...] <u>Registre d'admission</u> : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;• l'origine et la nature des déchets ;• la référence du document préalable ;• le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;• La masse des déchets ;• la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.
Constats : Il n'y a pas eu d'opération de remblaiement sur site en 2024.

<p>L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des déchets inertes : jusqu'au 1er septembre 2024 les apports extérieurs se faisaient directement sur site, mais depuis cette date l'ensemble des matériaux extérieurs sont réceptionnés sur le site de Montrond-les-Bains avant d'être redistribués sur les différentes carrières de Carrières Thomas des communes proches.</p> <p>Lors de la visite les matériaux observés étaient bien des inertes ; il n'y a pas de benne de récupération des refus.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Qualité des déchets inertes admis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
<p>Constats :</p> <p>Le site n'a pas accueilli d'inertes en 2024. De la même façon que sur les autres gravières inspectées, les futurs remblais se feront à partir de matériaux la plateforme de concassage et de transit de Carrières Thomas à Montrond-les-Bains, sur laquelle les inertes extérieurs sont accueillis et regroupés avant d'être assignés aux différentes carrières.</p> <p>L'exploitant affirme mettre en œuvre depuis le 1^{er} septembre 2024 une procédure de contrôle des déchets avant mise en tas sur le site de regroupement de Montrond-les-Bains lui permettant de garantir le caractère inerte de ces matériaux lors du remblaiement sur les différentes gravières. Cette procédure n'était pas rédigée lors de l'inspection.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliciter par écrit la modification de sa gestion des remblais extérieurs pour l'ensemble des carrières concernées.

L'exploitant transmettra sous 2 mois la nouvelle procédure de contrôle des déchets avant mise en remblai lui permettant de recueillir les informations suffisantes pour s'assurer de leur caractère inerte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois